

**Conseil d'administration
du jeudi 02 décembre 2021**

Délibération n°63/2021

STATUTS DES UFR DE LA FACULTÉ DES LETTRES

Membres en exercice : 34

Membres présents : 17

Membres représentés : 8

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L713-1 et L713-3;

Vu l'avis du Conseil de la Faculté des Lettres du 17 septembre 2021;

Vu l'avis du Conseil de la Faculté des Lettres du 1^{er} octobre 2021;

Vu l'avis du Conseil de la Faculté des Lettres du 19 novembre 2021;

**LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
ONT APPROUVÉ PAR 22 VOIX POUR ET 3 ABSTENTIONS (25 VOTANTS)
LES STATUTS DES UFR DE LA FACULTÉ DES LETTRES TELS QU'ANNEXÉS;**

**L'administrateur provisoire
de Sorbonne Université**




Dominique PATERON

Faculté des Lettres de Sorbonne Université

Statuts de l'unité de formation et de recherche (UFR) de Langue française

Vu le Code de l'éducation et notamment ses articles L. 713-1 et L. 713-3,

Vu le décret n° 2017-596 du 21 avril 2017 portant création de l'université Sorbonne Université,

Vu les statuts de Sorbonne Université,

Vu les statuts de la Faculté des Lettres de Sorbonne Université,

Vu l'avis du conseil de l'UFR de Langue française de la Faculté des Lettres de Sorbonne Université en date du 18 octobre 2021,

Vu l'avis du conseil de la Faculté des Lettres de Sorbonne Université en date du 19 novembre 2021,

Vu la délibération n°63/2021 du conseil d'administration de Sorbonne Université du 02 décembre 2021 portant approbation des statuts de l'UFR de Langue française,

Abréviations

EC : enseignant-chercheur ou enseignante-chercheuse

E : enseignant ou enseignante

EEC : enseignant ou enseignante, enseignant-chercheur ou enseignante-chercheuse

C : chercheur ou chercheuse

EECC : enseignant ou enseignante, enseignant-chercheur ou enseignante-chercheuse, chercheur ou chercheuse

RA : responsable administratif ou responsable administrative

DA : directeur adjoint ou directrice adjointe

Titre 1 : Principes généraux

Article 1 : Règles juridiques

L'UFR de Langue française est une composante de Sorbonne Université rattachée à la Faculté des Lettres, regroupement de composantes au sens de l'article L. 713-1 du code de l'éducation.

L'UFR de Langue française est régie par les dispositions du Code de l'éducation, par la réglementation de Sorbonne université et de la Faculté des Lettres ainsi que les présents statuts.

Article 2 : Structures internes

Aucune structure n'est rattachée à l'UFR de Langue française

Article 3 : Domiciliation

L'UFR de Langue française est domiciliée administrativement dans les locaux de la Faculté des Lettres de Sorbonne Université, à l'adresse suivante : 1 rue Victor Cousin, 75005 Paris

Article 4 : Missions

L'UFR de Langue française a pour mission le développement de la recherche et de la formation des usagers dans les principaux domaines touchant la langue française : philologie, étude et édition de textes de l'ancien français au français contemporain, dialectologie d'oïl et d'oc, histoire de la langue française, stylistique, poétique et rhétorique, grammaire descriptive, variétés du français dans l'espace francophone, enseignement du français langue étrangère, linguistique générale, typologie des langues, linguistique théorique.

Elle contribue en outre, en collaboration avec les institutions nationales et internationales compétentes, à la promotion et à la diffusion de la langue française comme moyen de communication et véhicule de culture.

L'UFR de Langue française a vocation à veiller sur l'entretien et l'enrichissement des collections patrimoniales des trois bibliothèques de l'UFR.

- la bibliothèque de Langue française
- la bibliothèque de Linguistique
- la bibliothèque de linguistique romane (ex. CEROC)

Elle a, par ailleurs, pour mission d'assurer la formation initiale et continue, l'insertion professionnelle, la recherche, la coopération internationale et la diffusion des savoirs dans ses domaines de compétences et la préparation aux concours professionnels.

Titre 2 : Organisation

Article 5 : Administration et direction

L'UFR de Langue française est administrée par un conseil élu et dirigée par un directeur élu ou une directrice élue par ce conseil.

Deux directeurs adjoints ou directrices adjointes (DA) assistent le directeur ou la directrice et assurent ses fonctions en cas d'empêchement temporaire ou définitif.

Le responsable administratif ou la responsable administrative (RA) assiste le directeur ou la directrice de l'UFR dans ses fonctions.

Article 6 : Composition du conseil

Le conseil de l'UFR est composé de **quarante membres**, répartis comme suit :

- **onze** représentant(e)s pour le collège A des professeur(e)s et assimilés ;
- **onze** représentant(e)s pour le collège B des autres enseignants-chercheurs (EC), enseignants et assimilés (E) ;
- **huit** représentant(e)s du collège U des usager(e)s, composé exclusivement des étudiant() et personnes bénéficiant de la formation continue ;
- **deux** représentant(e)s pour le collège T des ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé et des bibliothèques ;
- **huit** représentant(e)s pour le collège P des personnalités extérieures.

COLLEGES ELECTORAUX		NOMBRE DE SIEGES
A	Professeures, professeurs et membres du personnel assimilés	11
B	Autres enseignantes-chercheuses et enseignants-chercheurs, enseignantes et enseignants et assimilés	11
U	Usagères et usagers, composé exclusivement des étudiantes et étudiants et personnes bénéficiant de la formation continue	8
T	Ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé et des bibliothèques	2
P	Personnalités extérieures	8

Lorsque l'égalité du nombre de représentant(e)s entre le collège A et le collège B ne peut plus être respectée en raison de la diminution du corps électoral, de sorte que le nombre de sièges à pourvoir est devenu supérieur au nombre d'électeurs et électrices, rendant définitivement impossible de pourvoir au(x) siège(s) vacant(s), il est procédé à la fin du mandat des membres en cours, et sans préjudice de celui-ci, à de nouvelles élections afin de respecter cette égalité de représentation. La composition numérique du conseil doit alors être réajustée dans les statuts de l'UFR dès que possible.

Article 7 : Élection des membres du conseil

Les élections des membres du conseil de l'UFR sont organisées selon les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. En cas d'évolution, ces dernières prévalent sur les statuts et il est procédé à une mise en conformité dans les plus brefs délais.

Le Président ou la Présidente de l'Université est responsable de l'organisation des élections du conseil de l'UFR.

Les élections générales et partielles des collèges A, B, U et T des représentantes et représentants des membres du personnel et des usagères et usagers font l'objet d'arrêtés élaborés par la direction des affaires générales de la Faculté des Lettres.

Chaque liste de candidates et candidats est composée alternativement d'un candidat ou d'une candidate de chaque sexe, dans la mesure du possible, et fait l'objet d'une déclaration de candidature.

Les membres du conseil de l'UFR sont élus au scrutin secret par collèges distincts et au suffrage direct. Le vote par procuration est admis, dans la limite de deux procurations par personne. Le vote par correspondance est interdit.

L'élection s'effectue, pour l'ensemble des collèges A, B, U et T des représentantes et représentants des membres du personnel professeurs, enseignants-chercheurs, enseignants et assimilés, des membres du personnel ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé et des bibliothèques et des usagères et usagers, au scrutin de liste à un tour avec représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage. Les listes peuvent être incomplètes, dans les conditions prévues par l'article D-719-22 du code de l'éducation.

Dans le cadre d'un renouvellement partiel, et lorsqu'il n'y a qu'un seul siège à pourvoir pour un collège déterminé, l'élection a lieu au scrutin majoritaire à un tour.

Pour chaque représentant des usagères ou usagers, un suppléant ou une suppléante est élu(e) dans les mêmes conditions que les titulaires.

Article 8 : Mandat des membres du conseil

Le mandat des membres du conseil de l'UFR est de quatre ans, à l'exception des représentant(e)s et du collège U, dont le mandat est de deux ans.

Le mandat des membres élus ou désignés court à compter de la date de la proclamation des résultats des élections, sous réserve que les mandats des membres précédents soient parvenus à leur terme.

Lorsqu'un membre représentant des collèges A, B ou T perd la qualité au titre de laquelle il a été élu ou lorsque son siège devient vacant, ce membre du conseil est remplacé, pour la durée du mandat restant à courir, par le candidat ou la candidate de la même liste venant immédiatement après le dernier membre élu. En cas d'impossibilité, il est procédé dès que possible à un renouvellement partiel pour le mandat restant à courir.

Lorsqu'un membre représentant du collège U perd la qualité au titre de laquelle il a été élu ou lorsque son siège devient vacant, ce membre du conseil est remplacé, pour la durée du mandat restant à courir, par sa suppléante ou son suppléant qui devient titulaire. Lorsque le siège d'un membre suppléant devient vacant pour quelque cause que ce soit, il est attribué, pour la durée du mandat restant à courir, au premier des candidats non élus ou à la première des candidates non élues de la même liste. Lorsque le siège vacant d'un membre représentant titulaire ne peut plus être pourvu dans l'ordre de présentation de la liste par application des dispositions prévues au présent alinéa, il est procédé dès que possible à un renouvellement partiel pour le mandat restant à courir.

Les suppléants des représentant(e)s du collège U ne siègent qu'en l'absence de leurs représentant(e)s titulaires.

Article 9 : Désignation des personnalités extérieures

Le collège P est composé de **huit** personnalités extérieures, désignées pour quatre ans, réparties comme suit :

Pour la 1^{ère} catégorie :

- **Quatre** personnalités représentant l'une des institutions suivantes et désignées par ces institutions :

- . Conseil Régional d'Ile de France,
- . Conseil Municipal de Paris,
- . Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris,
- . Chambre des Métiers de Paris.

Pour la 2^{ème} catégorie :

- **Quatre** personnalités extérieures désignées par le conseil de l'UFR à titre personnel.

Pour la 2^e catégorie, la désignation par le conseil de l'UFR a lieu à la majorité absolue aux deux premiers tours et à la majorité relative au troisième tour, sur proposition du directeur ou de la directrice de l'UFR ou de tout membre du conseil de l'UFR. Les candidates et candidats déclarent leur candidature auprès du directeur ou de la directrice de l'UFR au moins cinq jours avant le conseil de l'UFR ayant pour ordre du jour la désignation des personnalités extérieures. Ce dernier vérifie leur recevabilité avant transmission aux membres du conseil de l'UFR au moins deux jours avant le conseil de l'UFR ayant pour ordre du jour la désignation des personnalités extérieures.

La déclaration de candidature prend la forme d'un courrier ou courriel de déclaration de candidature, qui inclut obligatoirement les nom et prénom du candidat ou de la candidate, ses fonctions professionnelles ou son lien avec l'UFR, ainsi que la date d'envoi. Le non-respect de ces obligations frappe la candidature d'irrecevabilité pour ladite séance.

Lorsqu'une personnalité extérieure, de la 1^{ère} ou de la 2^e catégorie, perd la qualité au titre de laquelle elle avait été désignée, ou cesse définitivement de siéger pour quelque cause que ce soit, un représentant ou une représentante du même sexe est désigné(e) pour la durée du mandat restant à courir dans les mêmes conditions dans lesquelles la personnalité extérieure avait précédemment été désignée.

La désignation des personnalités extérieures au sein de l'UFR respecte l'obligation de parité entre les femmes et les hommes. Le choix final des personnalités extérieures désignées au titre de la 2^e catégorie tient compte de la répartition par sexe de celles désignées au titre de la 1^{ère} catégorie. Si la parité n'a pu être établie après ce choix, un tirage au sort détermine lesquels, parmi les collectivités territoriales, institutions et organismes ayant désigné des représentantes ou représentants du sexe surreprésenté, sont appelés à désigner une personnalité du sexe sous-représenté.

Les enseignantes-chercheuses ou enseignants-chercheurs, enseignantes ou enseignants, chercheurs ou chercheuses (EECC) et membres du personnel non enseignants en fonction dans l'établissement et les étudiantes et étudiants inscrits dans l'établissement ne peuvent être désignés au titre de personnalités extérieures.

Article 10 : Élection du directeur ou de la directrice

Le directeur ou la directrice de l'UFR, choisi(e) parmi les EECC qui participent à l'enseignement et sont en fonction dans l'UFR, est élu(e) au scrutin secret par le conseil de l'UFR. En cas de candidatures multiples, l'élection se fait à la majorité absolue aux deux premiers tours et à la majorité relative au troisième tour. En cas de candidature unique, l'élection se fait à la majorité absolue au premier et au second tour.

À défaut de candidat ou de candidate, le doyen ou la doyenne nomme un administrateur ou une administratrice provisoire parmi les membres du personnel enseignant, qui pourra être choisi(e) parmi les EECC, en priorité parmi les EECC qui sont en fonction dans l'UFR, et qui assure les affaires courantes de l'UFR jusqu'à l'élection d'un nouveau directeur ou d'une nouvelle directrice. Il consiste également à organiser cette élection au plus tard dans les 3 mois suivant la date de sa nomination.

Les candidates ou candidats à la direction de l'UFR déclarent leur candidature auprès de de l'ancien directeur ou directrice de l'UFR au moins cinq jours avant le conseil de l'UFR ayant pour ordre du jour l'élection du directeur ou de la directrice. L'ancienne direction de l'UFR apprécie la recevabilité avant transmission aux membres du conseil de l'UFR au moins deux jours avant le conseil de l'UFR ayant pour ordre du jour l'élection du directeur ou de la directrice de l'UFR.

La déclaration de candidature prend la forme d'un courrier ou courriel de déclaration de candidature, qui inclut obligatoirement les nom et prénom du candidat ou de la candidate, ses fonctions dans l'UFR, ainsi que la date d'envoi. Le non-respect des obligations précitées frappe d'irrecevabilité la candidature.

En cas de vacance du poste, prévue à l'article 11, les déclarations de candidature doivent être transmises à la personne chargée de l'organisation de l'élection (directeurs ou directrices adjointes, Doyen ou Doyenne, administrateur ou administratrice provisoire).

Article 11 : Mandat du directeur ou de la directrice

Le directeur ou la directrice de l'UFR est élu(e) pour cinq ans. Son mandat est renouvelable une fois. Ce mandat lui confère la qualité de membre de droit du conseil de l'UFR.

Seuls les membres élus du Conseil ont une voix délibérative au sein de cette instance.

Le mandat de directeur ou directrice de l'UFR court à compter de la date du conseil de l'UFR ayant procédé au vote, sous réserve que le mandat précédent soit parvenu à son terme ou que le directeur ou la directrice de l'UFR soit définitivement empêché(e).

En cas d'empêchement temporaire, ses fonctions sont assurées par l'un(e) des DA.

En cas d'empêchement définitif, démission, vacance de poste, par dérogation aux dispositions de l'article 13, l'un(e) des DA, exerce alors l'intérim jusqu'à l'élection d'un nouveau directeur ou d'une nouvelle directrice de l'UFR, et se charge d'organiser cette élection dans un délai maximum d'un mois à compter de la constatation de la vacance.

En cas de démission conjointe de la direction et de l'un(e) des DA, l'autre DA exerce alors l'intérim jusqu'à l'élection d'un nouveau directeur ou d'une nouvelle directrice de l'UFR, et se charge d'organiser cette élection dans un délai maximum d'un mois à compter de la constatation de la vacance.

En cas de démission conjointe de la direction et des DA, le Doyen (ou la Doyenne) sera chargé(e) de convoquer le conseil qui procédera à l'élection d'un nouveau directeur ou d'une nouvelle directrice dans un délai maximum d'un mois à compter de la constatation de la vacance.

Le mandat de directeur ou directrice de l'UFR prend fin par la cessation de fonction, par la perte de qualité en vertu de laquelle il ou elle a été élu(e), ou en cas d'empêchement définitif.

Article 12 : Élection des directeurs adjoints ou directrices adjointes

Les DA de l'UFR sont élu(e)s sur proposition de la direction par le conseil de l'UFR, à la majorité absolue au premier et au second tour. Les DA sont choisi(e)s parmi les EECC qui participent à l'enseignement, en fonction dans l'UFR.

Les DA doivent appartenir à deux collèges différents (collège A et collège B).

Article 13 : Mandat des directeurs adjoints ou directrices adjointes

Les DA de l'UFR sont élu(e)s lors de la réunion du conseil de l'UFR qui suit celle ayant pour ordre du jour l'élection du directeur ou de la directrice de l'UFR, et pour la durée du mandat de la direction qui les a proposé(e)s.

Le mandat de DA de l'UFR court à compter de la date de la réunion du conseil de l'UFR ayant approuvé son élection, sous réserve que le mandat du DA précédent ou de DA précédente soit parvenu à son terme ou qu'elle ou il soit définitivement empêché.

Les DA sont membres de droit du conseil de l'UFR pendant la durée de leur mandat. Si les DA ne sont pas membres élus, leur voix n'est pas délibérative mais consultative.

Le mandat de DA de l'UFR prend fin par la cessation de fonction, ou par la perte de qualité en vertu de laquelle elle ou il a été élu, ou en cas d'empêchement définitif.

Leur mandat prendra fin en même temps que celui du directeur ou de la directrice de l'UFR qui les a proposés, quelle que soit la cause de cessation dudit mandat.

Leur mandat est renouvelable une fois.

Les cas d'empêchement définitif, de démission, de vacance de poste du directeur ou de la directrice de l'UFR entraînent le renouvellement de l'ensemble des membres de la direction. Par dérogation, dans ces différents cas, le mandat d'un, d'une ou des DA continue de courir jusqu'à l'élection d'un nouveau directeur ou d'une nouvelle directrice de l'UFR.

En cas de vacance de la fonction de DA au cours du mandat du directeur ou de la directrice de l'UFR, il est procédé à une nouvelle élection, dans un délai d'un mois à compter de la constatation de la vacance, d'un nouveau ou d'une nouvelle DA de l'UFR dont la durée du mandat correspond à la durée du mandat du directeur ou de la directrice de l'UFR restant à courir.

Article 14 : Prorogation des mandats

Les membres du conseil de l'UFR siègent valablement jusqu'à la désignation des membres qui doivent leur succéder, sauf cas d'empêchement définitif.

Titre 3 : Fonctionnement et compétences

Article 15 : Fonctionnement du conseil

Le conseil de l'UFR se réunit au moins trois fois par an, sur convocation du directeur ou de la directrice de l'UFR, qui en arrête l'ordre du jour.

Le conseil de l'UFR doit se réunir de plein droit, dans un délai de 15 jours, chaque fois qu'un tiers des membres en exercice en exprime le vœu.

Les convocations, datées et signées, contenant l'ordre du jour, accompagnées des documents relatifs à l'ordre du jour, doivent être adressées aux membres, par courrier électronique, et éventuellement en sus par courrier, au moins cinq jours avant la date prévue de la réunion. Ce délai peut être amené à deux jours si la réunion est exceptionnelle. Il ne peut y avoir qu'une réunion exceptionnelle par an.

Le conseil de l'UFR ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres en exercice est présente ou représentée. Lorsque le quorum n'est pas atteint, le directeur ou la directrice de l'UFR convoque à nouveau le conseil de l'UFR sur un ordre du jour identique, dans un délai maximum de 15 jours. Le conseil de l'UFR statue alors sans condition de quorum. La présente disposition n'est pas applicable aux réunions exceptionnelles.

Un membre du conseil de l'UFR empêché d'assister à une séance peut se faire représenter par un autre membre du conseil de l'UFR, du même collège d'appartenance. Nul ne peut détenir plus de deux procurations pour une même séance.

Le directeur ou la directrice de l'UFR préside le conseil de l'UFR.

En cas d'empêchement, l'un(e) des DA assure la présidence. Dans ce cas, la voix délibérative du directeur ou de la directrice de l'UFR lui est attribuée.

Le (ou la) RA de l'UFR, ou le membre du Conseil qui le (ou la) représente, assiste de droit, avec voix consultative lorsqu'elle ou il n'est pas élu au sein de ce conseil, aux séances du conseil de l'UFR en formation plénière.

Les séances du conseil de l'UFR ne sont pas publiques. Le directeur ou la directrice de l'UFR peut toutefois convier, à titre consultatif, toute personne dont la compétence lui semble utile sur une question particulière au regard de l'ordre du jour.

Les décisions sont prises à la majorité des suffrages exprimés des membres présents et représentés, sauf disposition statutaire, règlementaire ou législative contraire.

Chaque séance plénière donne lieu à la rédaction d'un relevé des délibérations et d'un procès-verbal, sous l'autorité du directeur ou de la directrice de l'UFR.

Le procès-verbal, dressé en séance plénière par la ou le RA ou par un(e) secrétaire désignée en séance, fait mention des membres présents et de ceux ayant donné procuration, des membres absents, excusés et non excusés et des personnes invitées qui ont assisté à la séance, ainsi que des délibérations et votes émis par le conseil. Le projet de procès-verbal est transmis pour corrections éventuelles aux membres du conseil dans un délai de 15 jours. Il est soumis à l'approbation du conseil lors de la séance qui suit sa diffusion aux membres. Une fois approuvé par le conseil et signé par le directeur ou la directrice de l'UFR, il est transmis aux membres du conseil, aux services centraux de la Faculté et conservé par le responsable administratif ou la responsable administrative de l'UFR pour suivi de l'exécution des délibérations et archivage.

À l'échéance du mandat des membres du conseil, le procès-verbal de la dernière séance du conseil est soumis à approbation par voie électronique.

Le relevé des délibérations, dressé après la séance plénière sous l'autorité du directeur ou de la directrice, fait état des votes émis par le conseil. Une fois signé par le directeur ou la directrice, il est transmis aux membres du conseil et aux services centraux de la Faculté dans un délai de 5 jours suivant la séance et conservé par le responsable administratif ou la responsable administrative de l'UFR pour suivi de l'exécution des délibérations et archivage.

Les ordres du jour, relevés de délibérations et procès-verbaux des séances plénières sont publiés sur les sites intranet des membres du personnel et des étudiants de la Faculté des Lettres.

Article 16 : Compétences du conseil

Le conseil de l'UFR est compétent pour connaître de tout sujet en lien avec l'UFR de Langue française.

En formation plénière :

En formation plénière, il règle, par ses délibérations, les affaires de l'UFR, après avis, le cas échéant, des commissions compétentes. Il intervient notamment dans les domaines suivants :

- Il élit le directeur ou la directrice
- Il élit les directeurs adjoints ou directrices adjointes de l'UFR sur proposition du directeur ou de la directrice de l'UFR ;
- Il désigne les personnalités extérieures du conseil de l'UFR ;

- Il rédige et révisé ses statuts avant avis du conseil de la Faculté des Lettres et passage devant le conseil d'administration de l'université ;
- Il rend un avis sur les règlements intérieurs des structures internes de l'UFR ;
- Il délibère sur la politique et les relations à établir avec d'autres établissements ou organismes ;
- Il définit les principales orientations pédagogiques et scientifiques de l'UFR ;
- Il rend un avis sur la politique d'enseignement et de recherche de l'UFR ;
- Il statue sur l'organisation des enseignements de l'UFR et les modalités de contrôle des connaissances dans le cadre de la politique déterminée par l'université et de la réglementation applicable ;
- Il vote la proposition de budget formulée par le directeur ou la directrice d'UFR, notamment dans le cadre des dialogues de gestion ;
- Il vote la répartition des ressources allouées à l'UFR sur proposition du directeur ou de la directrice de l'UFR ;
- Il rend un avis sur les conventions dont l'UFR est partie ;
- Il rend un avis sur la création des départements de formation sur demande du conseil de faculté.
- Il statue sur les règlements intérieurs des trois bibliothèques de l'UFR.

En formation restreinte :

Chaque fois que l'avis du conseil est sollicité pour toute question individuelle ou portant sur le recrutement, la carrière et le service des EECC, le conseil siège en formation restreinte aux enseignantes ou enseignants d'un rang au moins égal.

En sa qualité, le directeur ou la directrice de l'UFR préside le conseil en formation restreinte.

Un procès-verbal, dressé en séance par un(e) secrétaire désigné(e) en séance et un relevé de délibération sont également élaborés pour ces formations restreintes. Ils sont transmis aux membres du conseil faisant partie de la formation restreinte et aux services centraux de la Faculté.

Article 17 : Compétences de la direction

Le directeur ou la directrice de l'UFR assure la direction de l'UFR. À ce titre, en relation avec ses directeurs ou directrices adjointes, le directeur ou la directrice de l'UFR :

- détermine l'ordre du jour et convoque le conseil de l'UFR ;
- préside le conseil de l'UFR ;
- prépare et exécute les décisions votées lors des séances du conseil de l'UFR ;
- représente l'UFR auprès des différentes instances de l'université, notamment lors de la réunion des directeurs et directrices des UFR facultaires, du conseil des directeurs de composantes facultaires et universitaires, de la préparation et de la mise en œuvre du contrat pluriannuel d'établissement et des dialogues de gestion ;

- signe les actes courants concernant l'UFR, dans la limite de sa compétence fixée par arrêté de délégation de signature du président ou de la présidente de l'université ;
- assure une mission de prévention, médiation et résolution des différends auprès des membres du personnel administratif, des enseignants et des usagers et usagers de l'UFR ;
- sensibilise et rend compte des politiques universitaires et facultaires aux membres du personnel enseignant et du personnel administratif de l'UFR
- assure une mission de ressources humaines de proximité auprès des membres du personnel administratifs et enseignants de l'UFR.

Les DA :

- assistent le directeur ou la directrice de l'UFR dans ses missions, en lien avec elle ou lui ainsi que dans la stricte limite des compétences qui leur sont attribuées par les présents statuts.
- L'un ou l'une des DA préside le conseil d'UFR en cas d'empêchement du directeur ou de la directrice d'UFR ;
- L'un ou l'une des DA organise l'élection en cas de démission du directeur ou de la directrice de l'UFR.

Titre 4 : DROITS ET OBLIGATIONS DES ENSEIGNANTS ET DES USAGERS

Article 18 : Sous les réserves que leur imposent les principes d'objectivité et de respect des opinions, incompatibles avec toute forme de propagande, les enseignant(e)s de l'U.F.R. jouissent d'une complète liberté d'action dans leurs fonctions d'enseignement et de recherche.

Article 19 : Conformément à la réglementation en vigueur, les usager(e)s disposent de la liberté d'information en matière politique, économique, sociale et culturelle dans des conditions qui ne portent pas atteinte aux activités d'enseignement et de recherche, ne prêtent pas à monopole et propagande et ne troublent pas l'ordre public.

Article 20 : Les délégués des usager(e)s sont notamment pour mission d'informer les usager(e)s du fonctionnement pédagogique de l'U.F.R. et de transmettre aux instances dirigeantes toutes observations visant à améliorer l'organisation des études sous réserve du respect des textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Titre 5 : Dispositions spécifiques

Article 21 : Révision des statuts

Toute modification des présents statuts doit être approuvée à la majorité des deux tiers des membres en exercice du conseil de l'UFR. Elle doit être validée par un vote du conseil d'administration de l'université, à la majorité des suffrages exprimés, après avis du conseil de la Faculté des Lettres.

Article 22 : Entrée en vigueur des statuts et des révisions

Les présents statuts entrent en vigueur dès leur approbation par le conseil d'administration de l'université, après avis du conseil de la Faculté des Lettres. Les mandats en cours continuent cependant de courir jusqu'à leur terme.

À l'exception des dispositions du présent article, toute révision des présents statuts entre en vigueur dans les mêmes conditions.

Fait à PARIS, le 02 décembre 2021.